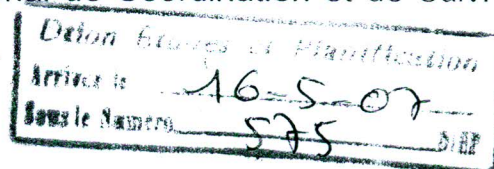
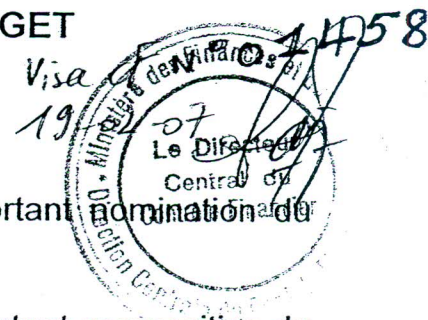


LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

- Vu La constitution ;
- Vu Le décret n° 2006 – 002/PRES du 05 janvier 2006 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu Le décret n° 2006 – 003/PRES/PM du 06 janvier 2006 portant composition du gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu La loi n°006 – 2003 du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu Le décret n° 2003 – 567/PRES du 29 octobre 2003 portant promulgation de la loi n°006 – 2003 du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu Le décret n° 2002 – 446/PRES/PM/MFB du 29 octobre 2002 portant organisation du Ministère des Finances et du Budget ;
- Vu Décret n° 2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- Vu Décret n° 2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;
- Vu Décret n° 2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;
- Vu Décret n° 2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics.
- Vu Le décret n°2003 – 269/PRES/PM/MFB du 27 mai 2003 portant réglementation générale des achats publics ;
- Vu Le décret n°2005 – 097/PRES/PM/MFB du 23 février 2005 portant création du Comité National de Coordination et de Suivi des réformes du secteur des marchés publics ;
- Sur proposition du Président du Comité National de Coordination et de Suivi des réformes du secteur des marchés publics.



# ARRETE

## Chapitre I : De la notion de prestataire défaillant et assimilé

**Article 1** : Est prestataire défaillant, toute personne physique ou morale de droit privé ou public titulaire d'une commande publique de fournitures, services courants, prestations intellectuelles ou de travaux, responsable d'une inexécution, d'une mauvaise exécution ou d'une exécution tardive. Il s'agit de tout manquement grave à ses obligations contractuelles.

**Article 2** : Au moment de la passation des contrats, tous les actes frauduleux tels la falsification des pièces administratives, de la garantie de soumission, des références techniques, des procès verbaux de réception, de la ligne de crédit, des diplômes ou de tout document produit par un candidat dans le cadre d'une commande publique seront assimilés à de la défaillance et sanctionnés.

**Article 3** : Conformément aux article 61 et 127 du décret n° 2003-269/PRES/PM/MFB du 27 mai 2003 portant Réglementation Générale des Achats Publics, la Commission de Règlement Amiable des Litiges (CRAL) et les Commissions Locales de Règlement Amiable des Litiges (CLRAL) sont les seuls organes compétents pour déclarer un fournisseur défaillant.

Cependant, il revient aux administrateurs de crédits, aux Présidents des Commissions d'Attribution des Marchés, à la Direction Centrale des Marchés Publics et à la Direction Centrale du Contrôle Financier ainsi qu'à toute personne ayant connaissance d'une situation de défaillance de saisir lesdites Commissions sous huitaine à compter de sa découverte.

## Chapitre II : Des sanctions de la défaillance et assimilées

**Article 4** : Tout attributaire d'une commande publique de fournitures, de services courants, de prestations intellectuelles ou de travaux responsable d'une inexécution sera exclu de la liste des fournisseurs de l'Etat pour une durée de deux (02) ans sans préjudice de la saisie de sa garantie de bonne exécution.

**Article 5** : Les titulaires de contrats de commande publique, auteurs d'une mauvaise exécution ou d'une exécution partielle feront l'objet d'une saisie de leur cautionnement définitif en sus de la résiliation du contrat.

Quant à ceux responsables d'une exécution tardive, outre la résiliation de leur contrat, ils seront passibles des pénalités de retard conformément aux dispositions contractuelles.



**Article 6** : Tout attributaire de commande publique qui totalise plus de deux (02) contrats résiliés au titre d'une même année budgétaire pour les motifs ci-dessus cités est passible d'une exclusion temporaire de deux (02) ans de la participation à tout appel à la concurrence à partir de la date de décision de la Commission de Règlement Amiable des Litiges (CRAL) ou d'une Commission Locale de Règlement Amiable des Litiges (CLRAL).

**Article 7** : Toute personne physique ou morale de droit privé ou public auteur de falsification des pièces administratives, de la garantie de soumission, des références techniques, des procès verbaux de réception, de la ligne de crédit, des diplômes ou de tout autre acte dans le cadre d'une commande publique sera radiée définitivement de la liste des fournisseurs de l'Etat.

**Article 8** : Le refus de signer le projet de contrat dans les délais requis ou le désistement pur et simple après attribution est sanctionné par la saisie de la caution de soumission de l'attributaire désigné.

**Article 9** : Les situations de non enregistrement des contrats de commande publique dans un délai de trente (30) jours ainsi que celles de non constitution de la garantie de bonne exécution ou des polices d'assurance s'il y a lieu, seront sanctionnées par la résiliation des contrats y afférents et la saisie de la caution de soumission.

### **Chapitre III** : Des sanctions des agents publics indélégats

**Article 10** : Conformément aux dispositions de l'article 125 du décret n° 2003-269/PRES/PM/MFB du 27 mai 2003 portant Réglementation Générale des Achats Publics, les agents publics qui se seraient rendus coupables d'actes frauduleux dans la procédure de passation, d'exécution, de contrôle ou de règlement des contrats de commande publique encourent les sanctions administratives suivantes sans préjudice de celles disciplinaires et/ou pénales prévues par les textes en vigueur :

- la suspension pour une durée de deux (02) ans de toute participation en qualité de membre de toute Commission d'Attribution des Marchés ou Commission de réception sur proposition de la Commission de Règlement Amiable des Litiges ;
- tout agent public totalisant plus d'une (01) suspension sera définitivement interdit de participation aux commissions ci-dessus citées.

La suspension temporaire ou définitive d'un agent public de toute commission de réception ou d'attribution des marchés relève de la compétence du Ministre en charge du Budget et ce, après avis de la Commission de Règlement Amiable des Litiges (CRAL) ou d'une Commission Locale de Règlement Amiable des Litiges (CLRAL).

#### Chapitre IV : Dispositions finales

**Article 11** : La liste de tous les fournisseurs défaillants doit être périodiquement publiée dans la Revue des Marchés Publics accompagnée des sanctions dont ils font l'objet.

**Article 12** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 03/04/2007

  
**Jean-Baptiste M. P. COMPAORE**  
Officier de l'Ordre National

